



Fédération Internationale des Journalistes

Non à l'impunité !



Image : Fédération Internationale des Journalistes

Selon les statistiques de la FIJ (Fédération Internationale des Journalistes), 118 journalistes ont perdu la vie dans l'exercice de leur profession en 2014. Actuellement, seul un assassinat sur dix fait l'objet d'une enquête. Ne parlons pas des agressions non mortelles à l'égard de journalistes, le tableau est encore plus sombre ! Les gouvernements ne remplissent pas leur devoir de poursuite des auteurs de harcèlements, d'agressions, d'assassinats à l'encontre des professionnels des médias. L'impunité met en danger les journalistes, menace gravement la démocratie et compromet les espoirs de paix et de développement. Pourtant, les dispositions légales de protection des journalistes en tant que personnes civiles existent et les États ont le devoir de les appliquer aux termes du droit national et international.

Notre campagne 2015 #endimpunity a pour finalité de dénoncer ces records d'impunité dont sont responsables les gouvernements ainsi que toute agression perpétrée contre des journalistes et demeurée impunie.

Si le meurtre est la forme la plus violente de ces agressions, toutes celles qui n'ont pas été sanctionnées doivent être dénoncées.

Tout en pointant tous les gouvernements qui n'ont pas enquêté sur ces délits, la campagne contre l'impunité se focalise sur quatre pays : Le Mexique, les Philippines, l'Ukraine et le Yémen.

Au **Mexique**, 49 journalistes et professionnels des médias ont perdu la vie dans le cadre de leur profession depuis 2010. Selon la Commission nationale mexicaine des droits humains (CNDH), environ 89% des cas d'agressions envers les professionnels des médias n'ont pas été résolus.

La FIJ dénombre 15 journalistes tués au **Yémen** depuis 2011, dont 10 en 2015. De plus, 16 reporters demeurent incarcérés, conséquences des combats que se livrent les Houthis, la coalition

menée par l'Arabie Saoudite et al-Qaida. Aucun des responsables de ces meurtres n'a été traduit en justice.

La FIJ regrette également qu'aucun responsable n'ait été condamné pour son implication dans le Massacre d'Ampatuan en 2009 qui a coûté la vie à 32 journalistes aux **Philippines**. Quarante professionnels des médias ont été tués depuis 2009, dont 7 en 2015, le pays devenant ainsi le plus mortel pour les journalistes dans le sud-est asiatique.

Enfin, 15 ans après la découverte du corps décapité du journaliste ukrainien Georgy Gongadze dans la forêt près de Kiev, un rapport récent sur les actes perpétrés contre les journalistes en **Ukraine** dénombre 8 assassinats, 125 cas d'intimidations, 322 agressions, 162 tentatives de censures et 196 tentatives d'obstruction depuis début 2014. Si 54 enquêtes ont été lancées, seuls trois cas ont été portés devant les tribunaux.

Il n'y a pas de liberté de la presse lorsque la peur tenaille les journalistes.

Rejoignez la campagne de la FIJ dès maintenant, faites preuve de solidarité et de soutien en participant aux activités prévues cette année !

- Contexte

La Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes a été adoptée le 18 décembre 2013 par l'ONU et sera célébrée le 2 novembre, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'assassinat de deux reporters de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, à Kidal, Mali, en 2013.

Cette journée précède une date importante, celle du 23 novembre, lorsqu'en 2009, avait lieu le massacre de Maguindanao aux Philippines au cours duquel au moins 32 journalistes ont perdu la vie dans ce qui reste l'agression la plus meurtrière contre les médias.

Notre campagne s'étendra du 2 au 23 novembre 2015